

Flash Infos #80



Kristine Kostava / Voix d'Exils

Crimes contre l'humanité en Libye / Migrant.e.s: persona non grata en Australie / Condamnation de Paul Rusesabagina

**Un rapport dénonce des crimes de guerre
et des crime contre l'humanité en Libye**

Infomigrants, le 05.10.2021

Un rapport d'enquête de l'Organisation des Nations unies (l'ONU), réalisé par des experts qui se sont rendu en Libye, a été présenté à l'ONU à Genève le 7 octobre dernier. Ce rapport souligne que les civils ont payé un lourd tribut des violences commises ces cinq dernières années dans le pays. Les frappes aériennes ont tué des dizaines de familles, détruit des infrastructures de santé et bloqué l'accès aux soins. L'utilisation de mines antipersonnel dans des quartiers résidentiels ont tué et blessé de nombreux civils. Le rapport condamne également « les détentions arbitraires » et « la violence massive » à l'encontre des personnes migrantes en détention qui tentaient de trouver un moyen d'entrer en Europe. Le rapport évoque par ailleurs le recrutement d'enfants soldats et les exécutions arbitraires de civils enterrés dans des charniers qui se trouvent notamment dans la ville de Tarhuneh, au sud-est de Tripoli. Les troubles politiques dans le pays ont été exacerbés par l'absence de pouvoir central et l'utilisation de mercenaires étrangers qui n'ont aucune responsabilité légale, ce qui a ouvert la voie à toutes les violations possibles.

La Nouvelle-Guinée refuse de recevoir des personnes migrantes d'Australie

lematin.ch, le 06.10.2021



Source:
Wikipédia.ch

Des ONG ont condamné la politique migratoire australienne qui

consiste à renvoyer de force des personnes migrantes en situation irrégulière de ses côtes vers l'île de Manus en Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'Australie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont annoncé qu'ils allaient abroger leur « accord régional de réinstallation » le 31 décembre de cette année, argumentant atteindre ainsi « un objectif partagé de longue date ». Donc, à partir du 1er janvier 2022, le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée va assumer « la pleine responsabilité » des personnes migrantes qui restent sur son territoire. Le pays fournira la possibilité d'une installation durable sur son territoire « y compris l'accès à la citoyenneté » aux personnes migrantes restées sur place; tandis que celles et ceux qui souhaitent partir seront transférés sur l'île de Naru, l'un des plus petits état du monde.

Condamnation de Paul Rusesabagina, l'opposant le plus farouche de Paul Kagame

lepoint.fr, le 20 septembre 2021

Le Belgo-Rwandais Paul Rusesabagina, 67 ans, l'un de plus farouches opposants du président rwandais Paul Kagame, à été condamné le 13 septembre à 25 ans de prison pour des « crimes de terrorisme », lors d'un procès inéquitable aux contours politiques selon ses proches.

Le héros de l'hôtel des Mille Collines

Jeuneafrique, le 28.09.2021

En 1994, tout au début du déclenchement du génocide au Rwanda, dont le lourd bilan est de 800'000 personnes massacrées: hommes, femmes et enfants, principalement Tutsis, ainsi que

des Hutus modérés; Paul Rusesabagina était alors le directeur de l'hôtel des Mille Collines. Il a ouvert les portes de son hôtel, accueilli et sauvé la vie de 1268 personnes. Son histoire a été immortalisée par Hollywood à travers le film Hotel Rwanda, réalisé par Terry George, dans lequel Don Cheadle incarne son personnage. Hotel Rwanda est sorti en 2004, précisément 20 ans après la tragédie du génocide rwandais qui a profondément choqué toute l'humanité.

En 2005, aux États-Unis, Paul Rusesabagina s'est vu décerner une médaille présidentielle pour la liberté, comme symbole de reconnaissance de son courage et de sa détermination qui ont sauvé ces 1260 rescapé.e.s.

Réactions suite à l'arrestation de Paul Rusesabagina

[rtbf.be](#), le 05.10.2021

Les réactions à sa condamnation n'ont pas tardé. Le Parlement européen a voté une résolution quasi unanime (660 voix pour, 2 voix contre et 18 abstentions) réclament son rapatriement humanitaire « sans préjuger de sa culpabilité ou de son innocence ».

[amnesty.org](#), le 14.09.2021

À son tour, Amnesty International a dénoncé « L'absence de transparence entourant l'arrestation de Paul Rusesabagina » et exige qu'il soit « déféré rapidement devant un juge afin d'examiner la légalité de sa détention et de prévenir toute nouvelle atteinte à ses droits. »

Victime d'un enlèvement?

[jeuneafrique.com](#), le 03.09.2021

Selon la famille de Paul Rusesabangina, exilé depuis 1996 et résident à la fois en Belgique et aux États-Unis, celui-ci a atterri à Dubaï le 27 août août d'où, à bord d'un jet privé, il devrait se rendre dans un pays d'Afrique Centrale non cité.

Mais il s'est mystérieusement retrouvé « de manière imprévue » sur le tarmac de l'aéroport de Kigali , « où les autorités rwandaises, informées de l'identité de l'illustre passager, l'ont cueilli tel un fruit mûr.»

[amnesty.org](https://www.amnesty.org), le 19.07.2021

Toutefois, il se pourrait que les autorités rwandaises aient utilisé le logiciel espion Pegasus dans cette opération. En effet, Amnesty International et Forbidden Stories ont révélé que les autorités rwandaises ont utilisé le logiciel de NSO Group pour cibler probablement plus de 3'500 militant.e.s, journalistes et personnalités politiques, dont Carine Kanimba, la fille de Paul Rusesabagina.